



Tous dans la course!

**Andrew Berg
et
Anne Krueger**

Si les économistes s'accordent presque tous à dire que la libéralisation des échanges stimule la croissance et fait reculer la pauvreté, on ne s'inquiète pas moins de ses conséquences néfastes. Il est donc important d'évaluer la qualité des données sur les rapports entre l'ouverture au commerce, la croissance et le recul de la pauvreté. Le présent article jette un regard critique sur des études récentes.

UN DES REPROCHES les plus souvent adressés à la libéralisation des échanges et à la mondialisation, notamment dans les pays développés, est qu'elles provoquent une chute des salaires et une migration des emplois vers les pays à bas salaires. Leurs adversaires parlent de la création d'une «économie de misère» mondiale où les entreprises mettent en concurrence les travailleurs du monde entier pour voir qui acceptera les salaires et avantages sociaux les plus bas. Par contre, les pays en développement s'inquiètent d'une fuite des cerveaux vers le Nord et craignent que l'ouverture au commerce et la libéralisation de leur économie conduisent à un étouffement de leurs entreprises par la concurrence étrangère. Pourquoi la réduction des obstacles au commerce et l'ouverture d'une économie à la concurrence accroîtraient-elles la richesse et feraient-elles reculer la pauvreté?

Comme les variations du revenu moyen par habitant sont le facteur déterminant des variations de la pauvreté, nous nous concentrons sur les liens entre commerce et croissance. Au cours des vingt dernières années, la part des personnes très pauvres (vivant avec moins de 2 dollars de 1985 par jour) dans la population mondiale est tombée de 38 %

en 1978 à 19 % en 1998. Cette chute tient presque entièrement à la croissance, et non à des modifications de la répartition du revenu. Ce n'est pas le fruit du hasard. En général, la répartition du revenu varie beaucoup moins que le revenu moyen par habitant. La variation du revenu des pauvres s'explique donc surtout par les variations du revenu moyen, et non de la répartition du revenu.

Mais dans quelle mesure l'ouverture aux échanges influe-t-elle sur le revenu, la pauvreté et les inégalités? Dans cet article, nous allons nous concentrer sur quelques questions fondamentales, tout en soulignant certains problèmes méthodologiques importants. Le premier concerne la définition de l'ouverture d'une économie aux échanges : il s'agit de voir dans quelle mesure les ressortissants étrangers peuvent effectuer des opérations sans que l'État n'impose des coûts (y compris retards et incertitude) qu'il n'impose pas à ses propres citoyens. Les droits douaniers et autres, les obstacles non tarifaires, les prescriptions relatives au contenu national et les réglementations sanitaires et sécuritaires (ou les retards d'inspection) allant au-delà de ceux s'appliquant aux produits nationaux accroissent le coût des achats à l'étranger.

Comme l'indique cette définition, il est très difficile de comparer les degrés d'ouverture

Les bienfaits du libre commerce

dans le temps ou, surtout, d'un pays à l'autre. Dans notre survol des travaux empiriques, une approche éclectique s'impose. Nous examinons des études de cas et des études microéconomiques, qui permettent souvent d'effectuer les évaluations les plus détaillées et précises des obstacles au commerce; beaucoup d'analyses qui utilisent des mesures fondées sur la politique des pouvoirs publics, en particulier les travaux de Jeffrey Sachs et d'Andrew Warner et, enfin, des études qui utilisent des mesures fondées sur les résultats, comme les ratios des exportations et des importations au PIB. Comme on le verra dans notre conclusion, il s'avère que l'erreur de mesure n'est pas suffisamment importante pour nier l'effet positif du commerce sur la croissance.

Une deuxième question méthodologique porte sur l'attention particulière que nous accordons à la différence entre la libéralisation des échanges (le processus) et le degré d'ouverture d'une économie aux échanges (le résultat). Des restrictions substantielles aux échanges demeurent en vigueur dans de nombreux pays qui se sont largement ouverts à l'extérieur, par exemple, et la libéralisation des échanges peut stimuler la croissance pendant un certain temps même dans une économie qui reste plutôt fermée (et pauvre). On peut donc chercher un lien entre libéralisation des échanges et croissance, ou entre degré d'ouverture et niveau des revenus, mais, de manière générale, il ne faut pas s'attendre à en trouver un entre croissance et degré d'ouverture, par exemple.

Ouverture et revenus moyens

Nous examinons des régressions internationales, des études de cas et des analyses au niveau des entreprises et des secteurs concernant la relation entre commerce et croissance. Il en ressort très clairement que l'ouverture aux échanges contribue largement à l'augmentation de la productivité et du revenu par habitant, et que la libéralisation des échanges stimule la croissance. Les travaux empiriques des quinze dernières années reposent surtout sur des analyses internationales de régression. De nombreuses études concluent que l'ouverture aux échanges est une importante variable explicative du niveau ou de la croissance du PIB réel par habitant. Plutôt que de passer en revue ces nombreuses études, nous avons choisi de nous intéresser à deux idées complémentaires.

La première est axée sur la relation entre le revenu et l'ouverture aux échanges dans divers pays. Les travaux de Robert Hall, Charles Jones, Andrew Rose et Jeffrey Frankel, entre autres, font état d'un lien systématique et important entre les immenses écarts de production par habitant d'un pays à l'autre et l'ouverture aux échanges.

On observe le même résultat avec diverses mesures de l'ouverture, en tenant compte des répercussions éventuelles du revenu sur l'ouverture et d'autres déterminants du revenu.

Cependant, on constate aussi que la qualité des institutions — état de droit, efficacité de l'État, etc. — est aussi un déterminant important des variations internationales de la productivité et du revenu par habitant. En outre, il existe une étroite corrélation entre la qualité des institutions et l'ouverture. Il est donc difficile de distinguer de manière satisfaisante les effets de l'ouverture et de la qualité des institutions.

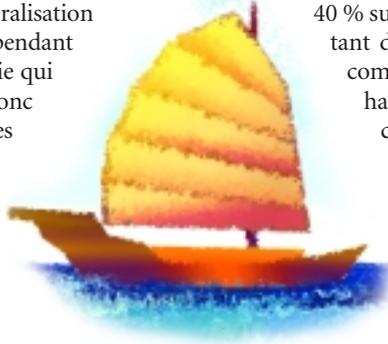
C'est pourquoi nous avons fait appel à une autre analyse qui examine la relation entre les variations de l'ouverture et du PIB par habitant dans les pays. Cette approche permet d'éviter le problème de la distinction des rôles de l'ouverture et des facteurs géographiques, institutionnels et culturels, qui évoluent lentement, en s'intéressant uniquement à ces différences au fil du temps.

On constate que les variations du volume des échanges sont des déterminants importants des variations de la croissance, après neutralisation d'une éventuelle causalité inverse. David Dollar et Aart Kraay ont calculé qu'une hausse de la part du commerce dans le PIB de 20 % à 40 % sur dix ans ferait augmenter le PIB réel par habitant de 10 %. Par exemple, si, dans un pays où le commerce représente 20 % du PIB et où le PIB par habitant progresse de 1 % par an, la part du commerce dans le PIB passait à 40 %, la croissance annuelle du PIB réel par habitant s'établirait à 2 %. Le résultat est identique lorsque d'autres variables de contrôle sont incluses.

Des études de cas ont fait ressortir aussi les avantages de la libéralisation des échanges. La principale conclusion des grandes études internationales sur la libéralisation des échanges dans les années 70 et 80 est peut-être l'effet de distorsion des régimes de remplacement des importations avant la libéralisation. Plus récemment, divers chercheurs ont adopté une démarche semblable et ont essayé de définir des périodes de libéralisation dans un échantillon de cas et d'en évaluer les effets. Ils notent aussi que des périodes de libéralisation vigoureuse et soutenue entraînent une croissance rapide des exportations et du PIB réel.

De récentes études effectuées au niveau des entreprises et des secteurs montrent comment la libéralisation des échanges et l'intensification de la concurrence des importations qui en découle augmentent la productivité et donc la croissance. Le commerce contribue à diffuser les connaissances qui renforcent la productivité, en partie grâce à l'importation de facteurs de production. Il réduit les marges et accroît les ventes et l'innovation. La disparition d'entreprises n'est que la partie la plus visible — les créations d'entreprises sont plus nombreuses aussi dans les secteurs où les importations sont libéralisées.

La concurrence des importations a donc un effet positif. Il en va de même pour les exportations. Si de nombreuses études indiquent que les entreprises exportatrices sont plus productives, il est plus difficile de dire pourquoi. Cependant, des don-





nées récentes sur des pays africains et la Chine font état de hausses inhabituelles de la productivité après que les entreprises commencent à exporter. En outre, des données récentes sur l'Asie de l'Est laissent entendre que les entreprises visent le marché d'exportation, de sorte que même les hausses de productivité antérieures au démarrage des exportations tiennent, au moins en partie, aux promesses de nouveaux débouchés. Enfin, les entreprises exportatrices sont très productives et leurs exportations leur permettent de se développer plus vite. Donc, la réorientation des ressources vers ces entreprises plus productives accroît la productivité moyenne de l'économie dans son ensemble.

Bref, l'effet positif de l'ouverture aux échanges sur la croissance est largement confirmé par les faits. Voyons maintenant si l'ouverture aux échanges modifie d'une manière ou d'une autre le lien généralement très étroit entre croissance et recul de la pauvreté.

Ouverture aux échanges et pauvreté

Il y a de bonnes raisons de croire que la libéralisation des échanges profite au moins autant aux pauvres qu'à l'individu moyen. Elle réduit généralement les rentes de monopole et la valeur des relations avec le pouvoir politique et bureaucratique. Dans les pays en développement, elle est susceptible d'accroître le salaire relatif des travailleurs peu qualifiés, probablement plus rares dans les pays plus développés. La libéralisation de l'agriculture fera peut-être augmenter les revenus ruraux (qui sont relativement faibles). Néanmoins, si la libéralisation des échanges aggrave la répartition du revenu

L'élargissement des débouchés peut bénéficier aux pays pauvres dont les marchés sont exigus.

jusqu'à un certain point, il est possible, finalement, qu'elle ne favorise pas le recul de la pauvreté malgré son effet global positif sur la croissance.

Après examen des données internationales et d'une partie des nombreux travaux microéconomiques concernant les effets de la libéralisation des échanges sur la répartition du revenu, nous notons qu'il n'y a pas de relation systématique entre l'ouverture aux échanges et le revenu des plus pauvres, au-delà de l'effet positif de l'ouverture sur la croissance globale. Les données agrégées indiquent que le revenu des plus pauvres augmente généralement au même rythme que le revenu moyen. Bien entendu, dans certains pays, il augmente parfois plus vite, parfois moins vite. Mais, comme le signalent Dollar et Kraay, l'ouverture aux échanges n'aide pas à expliquer ce qui se passe. Quant à savoir si les pauvres bénéficient de la libéralisation des échanges plus ou moins que les autres individus, aucune réponse ne ressort clairement des nombreuses études. Ce n'est pas étonnant, puisque chaque libéralisation modifie de manière particulière les prix relatifs et les incitations dans l'ensemble de l'économie.



Anne Krueger est Première Directrice générale adjointe du FMI. Andrew Berg est Chef de division adjoint de la Division des études financières au Département des études du FMI.

Retombées positives

Il est possible de remettre en question une bonne partie des données faisant état d'un effet positif de l'ouverture aux échanges sur la croissance et le recul de la pauvreté en soutenant que l'impact de l'ouverture n'a pas été isolé de celui de nombreuses autres réformes souvent effectuées simultanément. À notre avis, le fait que l'ouverture aux échanges survienne au même moment que d'autres réformes bénéfiques et qu'elle aille de pair avec des cadres institutionnels solides est un problème économétrique, mais représente aussi une opportunité de réforme. Premièrement, d'après les données, l'ouverture aux échanges est une composante très importante de la réforme. Deuxièmement, il ne semble guère établi que d'autres réformes doivent précéder une réforme commerciale, bien que de nombreuses réformes soient complémentaires. Enfin, l'ouverture aux échanges a des retombées positives sur d'autres aspects de la réforme, si bien que, dans l'ensemble, la corrélation entre échanges et autres politiques réformistes fait ressortir les avantages qu'il y a à faire de l'ouverture aux échanges un élément essentiel du train de réformes.

À notre avis, il n'y a guère de véritables conditions préalables — c'est-à-dire des conditions qui, si elles ne sont pas remplies, font que l'ouverture aux échanges est une mauvaise idée. L'ouverture semble stimuler la croissance au moins autant dans les pays les plus pauvres que dans les autres. Par exemple, dans les économies fermées, le faible revenu initial réduit les avantages tirés des économies d'échelle, ce qui supprime la croissance. Mais, en donnant accès à des marchés plus larges, l'ouverture aux échanges aide à surmonter cet obstacle. Dans cette optique, les pays les plus pauvres sont peut-être les principaux bénéficiaires potentiels puisque leurs marchés intérieurs sont les plus exigus. De manière plus générale, l'existence d'un «piège de la croissance» — une situation où un pays devient trop pauvre pour décoller économiquement — ne semble guère établie. Les miracles de la croissance du XX^e siècle ont eu lieu dans des pays qui étaient bien à la traîne des plus riches.

De nombreux facteurs influent sur l'issue d'une réforme du régime de commerce. Par exemple, si la répartition initiale du

revenu est plus égalitaire, un taux donné de croissance moyenne a un impact plus marqué sur le taux de pauvreté, toutes choses étant égales par ailleurs. Certains facteurs, comme une meilleure éducation, pourraient permettre aux pauvres de tirer plus grand parti de la croissance. Bien entendu, ces arguments ne militent pas contre la réforme commerciale, mais bien en faveur de l'exécution simultanée de ces réformes complémentaires.

Nous sommes d'avis que les relations les plus importantes ont trait aux retombées positives de la réforme commerciale. Dans bien des cas et de bien des manières, la libéralisation des échanges est elle-même une condition préalable ou un complément d'autres réformes et facilite donc leur succès. L'ouverture aux échanges favorise le retour d'informations concernant l'effet de diverses politiques sur la productivité et la croissance. Par exemple, la concurrence des entreprises étrangères peut mettre au jour une politique industrielle inefficace. Le commerce augmente le produit marginal d'autres réformes : l'amélioration des infrastructures, du réseau téléphonique, des routes et des ports se traduit par de meilleurs résultats à l'exportation. Par ailleurs, même si c'est moins visible, la productivité des secteurs desservant le marché intérieur augmente aussi. La libéralisation des échanges peut modifier la dynamique politique de la réforme en donnant naissance à des groupes d'intérêts favorables à la poursuite du processus.

Certains disent que, faute de réformes adéquates préalables des institutions, les avantages de l'ouverture aux échanges risquent d'être limités. À notre avis, des institutions solides constituent probablement un complément utile de la libéralisa-

tion des échanges, mais il n'est guère ou pas du tout établi qu'il soit opportun d'attendre les réformes institutionnelles. Au contraire, tout indique que l'ouverture aux échanges peut encourager la réforme institutionnelle et, en particulier, réduire la corruption. Celle-ci est plus répandue dans les pays où les entreprises locales sont protégées contre la concurrence étrangère, et cet effet sur la corruption est apparemment marqué.

Conclusion

L'ouverture aux échanges n'est pas une panacée; beaucoup d'autres facteurs influent sur la croissance et le recul de la pauvreté. Mais cette conclusion ne doit pas nous faire oublier l'importance de la libéralisation des échanges dans les pays en développement. Le commerce n'est qu'un aspect du processus de développement. Toutefois, l'ampleur des données sur l'ouverture, la croissance et le recul de la pauvreté, et la vigueur du lien entre l'ouverture et d'autres déterminants importants d'un revenu élevé par habitant, comme la qualité des institutions, devraient forcer à réfléchir quiconque envisage d'adopter une nouvelle stratégie de développement (ou une stratégie ayant déjà échoué) qui n'est pas axée sur l'ouverture aux échanges. **F&D**

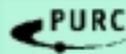
Cet article s'inspire essentiellement d'un document intitulé «Trade, Growth, and Poverty: A Selective Survey», qui a été présenté lors de la conférence annuelle de la Banque mondiale sur l'économie du développement (avril 2002).

Bibliographie :

David Dollar and Aart Kraay, 2001, "Trade, Growth, and Poverty" (unpublished; Washington: World Bank).



**WORLD
BANK**



PURC Public Utility Research Center
University of Florida

13th International Training Program on Utility Regulation and Strategy

January 13-24, 2003 in Gainesville, Florida, USA

"This course puts the most important regulatory issues in perspective and provides an excellent background for present and future regulators." – Utility Regulator

This premier program has trained over 1000 utility regulators and managers from 110 countries in best practices for:

- ◆ Market Reform and Regulation of Network Industries
- ◆ Principles and Application of Incentive Regulation
- ◆ Managing the Introduction of Competition in and for the Market
- ◆ Managing the Regulatory Process
- ◆ Financial Analysis for Utility Regulation
- ◆ Non-Price Aspects of Utility Regulation
- ◆ Rate Structure

For more information about the course and how to apply, please visit our web site at: www.purc.org or contact us by fax (+1-352-392-5090) or E-mail (purcecon@dale.cba.ufl.edu)